COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 13 juillet 2012
(convocation du 2 juillet 2012)

Aujourd'hui Vendredi Treize Juillet Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, Mme DELATTRE Nathalie, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIER Pierre, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROUVEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. CAZABONNE Alain à M. CAZABONNE Didier
M. BENOIT Jean-Jacques à M. DUBOS Gérard à partir de 12 h 15
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard à partir de 12 h 45 et jusqu'à 13 h 30
M. GAUTE Jean-Michel à M. GAÜZERE Jean-Marc
M. LAMAISON Serge à Mme DE FRANCOIS Béatrice jusqu'à 10 h 10
M. PIERRE Maurice à Mme CARTRON Françoise à partir de 13 h 40
M. SAINTE-MARIE Michel à M. FELTESSE Vincent jusqu'à 10 h
Mme TERRAZA Brigitte à Mme BOST Christine à partir de 13 h 20
M. AMBRY Stéphane à M. MERCIER Michel
M. ANZIANI Alain à Mme. EWANS Marie-Christine
M. BAUDRY Claude à M. CHARRIER Alain
Mme BONNEFOY Christine à M. GARNIER Jean-Paul
M. BONNIN Jean-Jacques à M. DUART Patrick
M. BOUSQUET Ludovic à Mme LAURENT Wanda jusqu'à 11 h 15
M. BRUGERE Nicolas à M. LOTHAIER Pierre
Mme CAZALET Anne-Marie à M. CAZENAVE Charles jusqu'à 10 h 35 et à partir de 14 h 05
Mme COLLET Brigitte à M. QUERON Robert jusqu'à 11 h 30

M. DAVID Yohan à Mme LIRE Marie Françoise
M. DELAUX Stéphan à Mme PIAZZA Arielle
Mme DESSERTINE Laurence à M. DUCASSOU Dominique jusqu'à 10 h 45 et à partir de 13 h
Mme DIEZ Martine à Mlle COUTANCEAU Emilie à partir de 12 h 45
M. DUPOUY Alain à M. REIFFERS Josy
Mlle EL KHADIR Samira à M. MOULINIER Maxime
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. DUBOS Gérard jusqu'à 10 h 40
M. JOUBERT Jacques à Mme CHAVIGNER Michèle
Mme LIMOUZIN Michèle à Mme FAORO Michèle
M. MANGON Jacques à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
M. MOGA Alain à Mme SAINT-ORICE Nicole
M. PAILLART Vincent à M. RAYNAUD Jacques
Mme PARCELIER Muriel à M. SOLARI Joël
M. PEREZ Jean-Michel à M. DOUGADOS Daniel
M. RESPAUD Jacques à M. TRIJOLET Thierry à partir de 12 h 45
M. ROUVEYRE Matthieu à Mlle DELTIMPLE Nathalie jusqu'à 9 h 55
M. SIBE Maxime à Mme DELATTRE Nathalie jusqu'à 10 h 15
Mme WALRYCK Anne à Mme BREZILLON Anne

EXCUSE :

M. ROBERT Fabien

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés Publics - Prestations de service informatique - Assistance aux utilisateurs "Helpdesk" - Appel d'offres restreint - Autorisation

Madame ISTE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La Direction des Systèmes d'information de la Communauté Urbaine de Bordeaux gère à ce jour la globalité des demandes d'intervention émises par les utilisateurs de la CUB, relatives à un parc informatique de 2200 micro-ordinateurs, 305 imprimantes locales et réseau auxquels s'ajoutent 29 traceurs grand format, une centaine de photocopieurs ainsi qu'un ensemble de petits périphériques (scanners, clés USB, disques durs externes...).

Le marché actuel relatif à des prestations d'assistance informatique aux utilisateurs, dites prestations de service informatique Helpdesk a été notifié à la société BT INFRASTRUCTURES CRITIQUES le 24 juillet 2009, pour une durée initiale de un an à compter de sa notification, renouvelable 3 fois. Le marché arrivant ainsi bientôt à échéance, il convient aujourd'hui de lancer un appel d'offres restreint à bons de commande, en application des articles 33, 60 à 64 et 77 du Code des Marchés Publics.

Ce marché, outre les prestations du Helpdesk interne, pourra prendre en compte la prise d'appels en provenance d'utilisateurs externes (hors grand public) dans le cadre des services en ligne mis à disposition par la Communauté urbaine (outil de gestion des arrêtés, Cubecités...).

La procédure d'appel d'offres restreint est apparue nécessaire au niveau de cette consultation. En effet, de nombreuses sociétés peuvent être attirées par l'objet du marché, mais n'ont pas forcément les moyens d'assurer les prestations telles qu'elles sont demandées dans le cahier des clauses techniques particulières. Dans ces conditions, cinq candidats seront sélectionnés lors de l'appel à candidatures.

Ce marché aura une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible 3 fois, et prendra effet à l'expiration du marché actuel avec la société BT INFRASTRUCTURES CRITIQUES.

Le montant de la facturation mensuelle dépendant du nombre d'appels enregistrés par le prestataire et du niveau de complexité des interventions, il s'agira d'un marché à bon de commande compris entre un montant minimum de 100 000 € HT et un maximum de 450 000 € HT annuels.

Les prestations formant un tout qu'il serait difficile techniquement de confier à plusieurs prestataires différents, ce marché ne permet pas l'allotissement décrit à l'article 10 du Code des Marchés Publics.

Ce marché ne prévoit pas de tranches conditionnelles.

Le montant prévisionnel du marché est de 205 000 € HT par an, soit 820 000 € HT sur la durée maximum du marché. Au vu de ces montants, la publicité pertinente est donc européenne.

La dépense correspondante sera imputée au budget principal des exercices concernés :

- Chapitre 011 – Compte 6288 – Fonction 0201 – CRB GE00

Les documents consultatifs de ce marché sont consultables par les conseillers communautaires à la Direction des Systèmes d'Information, au 2^{ème} étage de l'Hôtel de Communauté, en application des articles L2121-12 et L2121-13 du Code Général des collectivités territoriales.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 33, 60 à 64 et 77

VU l'avis de la commission Fonctionnement et Administration Générale du 29 juin 2012

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE les conditions pour la passation d'un appel d'offres restreint sont réunies,

DECIDE

Article 1 : Monsieur le Président est autorisé à lancer la mise en concurrence dans le cadre d'un appel d'offres restreint européen

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à signer le marché à intervenir avec l'opérateur qui aura émis la proposition économiquement la plus avantageuse à cet appel d'offres

Article 3 : Monsieur le Président est autorisé à procéder, en cas d'insuccès, à la recherche d'un prestataire, soit par la voie d'un nouvel appel d'offres sur la base d'un nouveau dossier adapté à la conjoncture économique ou modifié an application de l'article 59-III du Code des marchés publics, soit par marché négocié dans les conditions prévues à l'article 3° du II de l'article 35 dans le cas d'offres inappropriées ou au 1° de l'article 35 dans le cas d'offres irrégulières ou inacceptables

Article 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 13 juillet 2012,

Pour expédition conforme,
Le Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
26 JUILLET 2012
PUBLIÉ LE : 26 JUILLET 2012

MmeM. VINCENT FELTESSE